

Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats

Lieu : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 105 boulevard Raspail, séminaire ouvert à tout-E-s.

Coordination : Delphine Lacombe (EHESS IRIS), Brigitte Frotiée (ISP-Cachan), Elisabeth Marteu (Paris-I), Anna Jarry-Omarova (EHESS CEMS)

Contacts : frotiee@isp.ens-cachan.fr, emarteu@hotmail.fr, delphine.lacombe@free.fr, anna.jarry@free.fr

Présentation

Ce séminaire interdisciplinaire a pour objectif d'interroger le processus globalisant et normalisant de l'usage de la catégorie genre, posée comme une catégorie d'analyse universelle de l'intervention publique et de la démocratisation.

Aucun champ de la connaissance n'échappe aujourd'hui à l'étude des phénomènes globalisés, surtout quand ils sont érigés en agents de progrès. Le genre est devenu un référent international, dont l'acception à la fois égalitaire et démocratique a pris fonction de principe universel. En particulier depuis la seconde moitié du XXème siècle, le genre a été mobilisé tant pour légitimer des politiques transnationales de développement et de résolution des conflits, que pour l'engagement dans des luttes d'émancipation au nom de l'égalité des sexes.

Or si les agendas de genre font l'objet d'une globalisation, leurs enjeux restent bien souvent localisés. La coexistence de programmes mis en œuvre par les Etats, ou les organisations internationales, et de luttes menées par les associations locales, invite à porter une attention particulière non seulement aux modes de diffusion des programmes d'action, mais aussi aux modes de construction des mobilisations collectives, en particulier aux formes d'interaction et de conflits entre ces différents acteurs.

Cette question se pose au regard des diverses normes internationales intégrant, de manière plus ou moins explicite, la problématique du genre, ainsi qu'aux modes d'action publique, telle l'approche « *mainstreaming* » largement diffusée après la conférence de Pékin, qui ne peuvent

masquer la complexité des formes de réappropriation engagées aux niveaux national et local, notamment dans les Etats dits du « Sud ».

En effet, si le genre comme agenda globalisé se heurte souvent aux critiques des associations locales de femmes ainsi qu'aux féministes du Sud, c'est non seulement parce qu'il peut agir comme un référent imposé mais aussi parce qu'il est articulé à des injonctions démocratiques libérales parfois jugées importées et hégémoniques. Outre le fait que les résistances portent sur ses caractères ethnocentrés, dépolitisés et peu historicisés, elles mettent en évidence tous les enjeux que supposent ses réaménagements et ses réappropriations critiques sur le terrain.

Le séminaire, qui ne se veut exclusif d'aucun espace géographique, entend ainsi questionner ces processus multi-échelles, en insistant sur les problématiques suivantes :

- Les modes de production et de diffusion transnationales du référent genre par les organisations internationales comme les Nations unies et son intégration dans des politiques de développement, de démocratisation et/ou de résolution des conflits menées par la Banque mondiale, le FMI, les fondations privées et autres bailleurs de fonds. Il s'agira ici de questionner la conjugaison du néolibéralisme économique et de la globalisation des agendas de genre associés à la démocratisation.

- Les modes de réappropriation des injonctions internationales par les Etats, non seulement par les pouvoirs publics (arsenal juridique, machineries nationales, politiques publiques), mais également par les associations de femmes. Il s'agit ici d'analyser les phénomènes d'incorporation et d'aménagement qui se jouent au niveau local, en mettant en évidence les effets de contrainte et d'opportunité qui pèsent sur la sphère associative.

- Les mécanismes de résistance et de contestation mis en œuvre par les mobilisations féminines et/ou féministes locales, nationales et transnationales contre des programmes d'intervention extérieurs jugés inadaptés et injustes. Il s'agit ici de comprendre l'émergence de féminismes critiques et alternatifs insistant sur l'intersectionnalité des rapports de pouvoir.

Programme

Séance 1- lundi 23 novembre 2009 (11h-13h, salle 4) : *La globalisation du genre : émergence de normes et de paradigmes*

- **Caroline Ressot** (Docteure en droit, Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire) : « Droits des femmes et l'ONU : Egalité, Non-discrimination et Gender mainstreaming »

- **Elisabeth Hofmann** (Coordinatrice du réseau Genre en Action, CEAN, IEP de Bordeaux) : « La place des femmes dans les politiques de développement – l'exemple des nouvelles modalités d'aide »

Séance 2- lundi 14 décembre 2009 (11h-13h, salle 9) : Genre, développement et démocratisation

- **Jules Falquet** (Maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris Diderot, CEDREF-CSPRP) : « Le Mexique néolibéral : militarisation et instrumentalisation du genre »

- **Aurélié Latoures** (Docteure en science politique) : « Abandon des mutilations génitales féminines et promotion de l'égalité de genre en Afrique: une alliance contrariée »

Séance 3- mardi 16 février 2010 (9h-11h) : Genre et travail dans la globalisation économique

- **Kamala Marius-Gnanou** (Enseignante-chercheure, Ades, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3) : « La microfinance, acteur d'empowerment ou cheval de Troie de la mondialisation ? »

- **Isabelle Guérin** (Chargée de recherche, Institut de Recherche pour le Développement, Paris 1 Panthéon Sorbonne) : « Femmes, économie et développement. Entre résistance et justice sociale »

- **Fatou Sow** (HDR en Sociologie, chercheure associée CNRS à l'Institut Fondamentale d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar ; au SEDET, Université Paris Diderot. Actuellement Coordinatrice du Réseau Women Living under Muslim Laws à Londres) : « Les initiatives féminines en Afrique face à la crise : quoi de neuf sous la globalisation ? »

Séance 4- mardi 23 mars 2010 (9h-11h, salle 11) : Bailleurs de fonds, organisations internationales et répertoires d'action des mobilisations de genre

- **Emmanuelle Bouilly** (Doctorante, Paris 1 Panthéon Sorbonne) : « Interactions entre organisations féminines et bailleurs - registres discursifs, répertoires d'action et pratiques genrés diversement mobilisés »

- **Anna Jarry-Omarova** (Doctorante en sociologie, EHESS-CEMS) : « Mouvement associatif des femmes en Mongolie et financements internationaux: opportunités et/ou contrôle ? »

Séance 5- mardi 06 avril 2010 (9h-11h) : Genre et résolution des conflits

- **Sandrine Lefranc** (Chargée de recherche au CNRS (ISP), Université de Paris X) : « Profession : pacificateur international »

- **Carol Mann** (Docteure en sociologie, Présidente de FemAid) : « La place cachée des femmes dans la résolution des conflits en Afghanistan »

- **Carolina Vergel Tovar** (Doctorante en sociologie, EHESS- Paris X) : « Le rôle de la *Mesa de mujer y conflicto armado* (groupe de travail sur la femme et le conflit armé) dans l'articulation de la cause des femmes victimes de la guerre en Colombie »

Séance 6- mardi 25 mai 2010 (9h-11h, salle 11) : Féminismes alternatifs et alternatives au féminisme

- **Azadeh Kian** (Professeure en sociologie, Université Paris-Diderot, CEDREF-CSPRP et UMR Mondes iraniens et indiens CNRS) : « Féminisme islamique en Iran »

- **Stéphanie Tawa-Lama Rewal** (Chargée de recherche, CEIAS, CNRS-EHESS) : « En Inde, le féminisme au carrefour d'agendas politiques contrastés »

- **Amélie le Renard** (Docteure en science politique, IEP de Paris) : « Transgressions et subversions des féminités hégémoniques en Arabie Saoudite: le cas des boyat ou « masculinisées » »

Séance 7- mardi 15 juin 2010 (9h-11h): Agendas globaux et sexualités

- **Agnès Chetaille** (Doctorante, EHESS-IRIS-WZB) : « L'internationalisation de la "lutte contre l'homophobie" en Europe. Les marches gaies et lesbiennes polonaises entre enjeux locaux, attaques nationalistes et solidarité transnationale »

- **Christophe Broqua** (Docteur en anthropologie) : titre précisé ultérieurement